

**LE DEVELOPPEMENT AUTOCENTRE  
AVEC INTEGRATION  
DANS LE MARCHE MONDIAL**

Hartmut **ELSENHANS**\*

L'Algérie n'a pas été capable de combiner de manière pragmatique les mécanismes du marché et de l'intervention étatique, soit l'ouverture vers le marché mondial et le développement autocentré. Une peur d'être exploité a imposé la concentration sur l'appropriation de ressources financières pour l'investissement. L'expansion du marché de masse pour l'incitation de la production locale de biens d'équipement a été négligée. Le rôle des exportations de produits manufacturés pour la création de l'emploi n'a pas été vu. Sans l'expansion de l'emploi et de la demande de masse, la rente est devenue le moteur d'une économie algérienne politisée et dominé par des négociations politiques. L'Algérie ne peut pas importer le mécanisme de la compétition sur le marché de l'extérieur par le développement des exportations de produits manufacturés à base de la dévaluation de sa monnaie, parce qu'elle manque d'autosuffisance alimentaire. Cette absence pourrait être comblée par une forme nouvelle de coopération euro-arabe, que l'Europe accepterait à cause de son intérêt à stabiliser les pays du sud de la Méditerranée sur le plan social et politique.

**Mots Clés :** Industrialisation, Rente, Exportation de produits manufacturés, Coopération euro-arabe

**Code JEL :** O11, O23, O53, P50.

---

\* Université de Leipzig, Institut de sciences politiques.

## **Introduction**

Cette contribution défend la thèse que les options « développement autocentré » ou « développement extraverti » ne sont pas incompatibles mais peuvent se renforcer réciproquement.

Les perspectives exclusivement « développement autocentré » contre « développement extraverti », qui ont dominé longtemps la discussion internationale et algérienne ne rendent pas compte de la complexité des conditions du développement économique à base d'expansion des marchés de masse.

### **1 - Priorité des structures internes et des rapports de forces locaux au lieu des relations économiques extérieures**

Partons d'un problème bien connu dans la discussion sur l'exportation de matières premières. La théorie du « staple-led growth » prend les exemples du Canada ou de l'Australie pour montrer que les exportations de matières premières conduisent au développement en faveur des larges masses de la population, même de populations sans accès à la propriété terrienne, tandis que la théorie de la dépendance et les théories de l'impérialisme insistent sur le caractère appauvrissant de l'exportation des matières premières notamment en Amérique latine, mais, par analogie dans tous les pays du Sud (Watkins, 1963 ; Vickery, 1974 ; Sid Ahmed, 1989 : 184 ss.). Nous observons que dans le premier cas, une distribution relativement égalitaire des revenus, ce qui crée de larges marchés intérieurs de masse. Des salaires réels élevés n'ont pas découragé l'industrialisation dans le pays « de peuplement récent » avec accès facile à la propriété terrienne comme garantie d'un revenu minimum. Par contre, les salaires bas mais aussi des salaires élevés avec un taux de change élevé ont découragé l'industrialisation (Uruguay du 19<sup>e</sup> et du début du 20<sup>e</sup> siècle ; Barran/Nahum, 1984 : 670). Le taux de change élevé avec salaire réel bas créait des revenus élevés que ceux qui avaient accès aux matières premières sur la base plus d'imperfections de marché : ils obtinrent donc une rente. Un taux de change bas augmente l'emploi et contribue à augmenter les revenus de masse. L'augmentation des revenus de masse et la baisse des recettes à l'exportation détruisent la rente.

Résumons l'argument de la façon suivante : ce n'est pas l'exportation de matières premières qui conduit au sous-

développement, mais des rentes importantes qui peuvent être le résultat d'une spécialisation dans l'exportation de matières premières.

Il n'y a donc pas de problématique du caractère plus extraverti ou moins extraverti de la stratégie du développement, mais seulement le problème de la bonne utilisation des rentes. La rente est une source de financement de l'accumulation, mais elle est aussi un danger, parce qu'elle tend à détruire les effets de discipline sur les classes sociales qui y ont accès.

La croissance, en capitalisme comme en socialisme, étant toujours soutenue et souvent lancée par la croissance de la consommation de masse, il faut utiliser des rentes afin de rendre possible l'augmentation des revenus des masses afin d'arriver à la croissance autoentretenu par l'expansion du marché des masses et la capacité de produire de biens d'équipement. Ce sera alors l'établissement du processus que j'ai décrit dans ce journal (Elsenhans, 2011b). Il y a donc trois variables stratégiques : la limitation de la consommation de luxe, l'utilisation d'effets favorable de la spécialisation, et l'efficacité de l'action de l'Etat.

L'Algérie a essayé d'optimiser l'utilisation des rentes d'abord par une planification centralisée sous la présidence de Boumediene. Misant sur la force morale des cadres issus d'une guerre populaire exemplaire, Boumediene lui-même à partir de 1976 a dû admettre l'échec de ce facteur de développement, quand, par la nomination de Yahiaoui, il a essayé de radicaliser la révolution algérienne, notamment en luttant contre les « nouvelles bourgeoisies » (Ministère de la Planification 1980). Quand les prix du brut tombaient dans le milieu des années 1980, l'Algérie a suivi les concepts des organismes internationaux influencés par le monde occidental. Mais la compétitivité imposée par l'autonomisation des opérateurs économiques ne conduit pas à la disparition de toutes les rentes des particuliers. Vouloir renforcer le profit demanda non pas seulement de libérer les agents économiques, mais de créer une demande qui provoquerait l'investissement par la production de biens d'investissement.

Les années noires étaient caractérisées par un juste milieu du respect plus ou moins prononcé des principes de l'économie néolibérale. Ainsi l'Algérie recueille le soutien des puissances occidentales, avec un discours de responsabilité sociale destiné à l'apaisement de la pro-

testation populaire autant que la rente le permet, et une cooptation des élites à la base de la distribution de la rente afin qu'aucun centre de contestation avec une organisation politique indépendante et une base sociale autonome n'apparaisse. Les retombées économiques de cette politique modérément sociale sur la demande interne ne conduisent pas à la dynamisation de l'économie algérienne à cause de la structure de la demande ainsi créée (classes moyenne, demande diversifiée, marchés étroits). Le marasme qui en résulte est aujourd'hui l'objet des critiques en Algérie et aussi d'une certaine désaffectation pour le système politique dans les couches moyennes et surtout dans les couches populaires.

Le 50<sup>e</sup> anniversaire de l'indépendance de l'Algérie est l'occasion d'insister sur la nécessité de revenir au courage de la lutte algérienne pour son identité et son indépendance. Tout en tenant compte des expériences et des réalités nouvelles, à développer une stratégie de développement qui marie avec l'objectif de la plus grande satisfaction des besoins de masse avec l'utilisation la plus efficace possible des chances de l'Algérie, qui ne consistent pas seulement dans la rente pétrolière, mais aussi dans sa main-d'œuvre est proche d'un des marchés les plus larges de consommation, l'Europe occidentale la Révolution algérienne ne s'était pas repliée sur son enracinement dans le bled algérien mais avait su utiliser brillamment les structures internationales qui existaient en son temps.

## **2 - Cerner les raisons de l'échec du projet dit « autocentré »**

Il y a eu en Algérie entre 1967 et 1979 un projet de restructuration de l'économie par la planification. Même si ce projet s'est révélé comme inefficace, il avait saisi certains éléments importants sur le plan macro-économique. Il a vu en principe, que l'économie déformée pourrait être restructurée à partir d'une projection de relations interindustrielles à créer, solution initialement proposée par Rosenstein-Rodan (1943) et appliquée par la puissance coloniale qui voulait à tout prix garder l'Algérie aussi grâce à un effort de promotion économique et sociale (Elsenhans, 2000 : 689). Tout en reprenant certains projets et les méthodes de planification, le gouvernement de l'Algérie indépendante a innové en soulignant l'importance de la structure de la demande finale en insistant sur une consommation plutôt égalitaire.

Mais ce projet initial n'a pas tenu compte des conditions sociologiques de son implantation : l'importance de la morale dans la victoire de la Révolution algérienne a caché à ces élites le caractère inéluctable de la constitution de classes-Etat en cas de gestion centralisée de rentes comme source essentielle de l'accumulation (Elsenhans, 1984, 1996b). Faire des mauvais jugements dans le choix de technologies ou de produits à lancer ne relevait pas de la morale et ne pouvait pas être sanctionné notamment dans un pays où les obstacles à la bonne marche de l'économie étaient nombreux. Objectivement il s'agissait de l'exploitation par l'inefficacité même si ultérieurement la défense des positions hiérarchiques acquises ressemblait de plus en plus à la corruption.

Au moment de la publication de la Charte nationale de 1976 en allemand, à l'initiative de l'ambassadeur en Allemagne, j'ai été invité à écrire une introduction dans laquelle j'ai fait état de ce dilemme. Je me rappelle encore bien les difficultés. J'avais écrit : « À cause des structures économiques déformées, les processus pour vaincre le sous-développement dans le tiers-monde doivent conduire à la formation d'élites administratives qui contrôlent la masse du surplus de manière collective et qui peuvent être définies comme des classes-Etat. Leurs possibilités d'accès administratif au surplus ne peut manquer de déclencher des tendances à l'établissement de privilèges. »<sup>1</sup> La réponse du côté algérien consistait dans une certaine indignation parce que l'on me soupçonnait de vouloir dire que le président Boumediene était corruptible.

La rente cachait les problèmes parce qu'elle permit d'échapper à des réalités par un discours dénué des réalités et protégé de l'irruption des réalités par la rente, et cela aussi longtemps que le volume de la rente était suffisant. J'ai traité largement de ce problème dans l'élaboration de ma théorie de la classe-Etat.<sup>2</sup>

L'ouverture vers la consommation de masse et la production locale de technologies certes d'abord simples furent découragées par la hausse des prix des hydrocarbures après 1973. A cause des recettes à l'exportation, donc de la rente pétrolière. La maladie néerlandaise

---

<sup>1</sup> Texte retraduit du texte allemand par l'auteur. Elsenhans, 1979 : 16.

<sup>2</sup> Notamment dans Elsenhans, 1987 : 79-86.

décourageait la production en Algérie (Mahajan, 1960 ; Sid Ahmed, 1989 : 10–12, 1990).

Cette surévaluation de la monnaie nationale par rapport à la productivité du travail local décourage systématiquement ce que les planificateurs du modèle autocentré voudraient bien atteindre : la production locale de technologie à partir du niveau encore faible des capacités locales et pas seulement en important la technologie étrangère mais en la mariant avec la production locale. Dans les années 1980, il y avait en Algérie la capacité de produire des machines outils, mais elles ne trouvaient pas de clients à cause de leurs prix. Il y avait des machines pour fabriquer des gamelles et des bidons consommés en large nombre en Algérie mais les entrepreneurs disaient qu'ils étaient prêts à utiliser la technologie localement produite seulement si le prix de la technologie importée était trois fois supérieur à la technologie localement produite.

La combinaison entre la disponibilité de beaucoup de devises à partir de la rente avec le choix de technologies importées et accompagnées par des mesures de formation de la main-d'œuvre locale apparaissait à toutes les échéances prévisibles comme supérieure si les qualifications de la main-d'œuvre suivaient. Cette formation de techniciens par l'utilisation de technologies produites ailleurs n'avait cependant aucune place dans le processus de décision : il n'y avait pas des décideurs dont la carrière professionnelle était évaluée en fonction de leur réussite dans ce domaine, ni des travailleurs qui gagneraient plus par le fruit de leur travail s'ils devenaient plus performants en créant de la technologie.

Si l'on augmentait la part de la technologie localement produite, on obtiendrait à la fois une main-d'œuvre plus qualifiée et surtout plus expérimentée et capable d'assimiler des technologies importées (surtout en cas de leur dépaquetage et du refus de ne considérer que les dernières générations de technologies) mais aussi une main-d'œuvre formée sur le tas qui ne mettrait pas seulement en question le pouvoir de décision de la classe-Etat, mais l'affectation prioritaire de la rente vers le besoin d'accumulation.

Il y a un choix entre l'efficacité à court terme (maximiser production directement disponible par coût d'investissement) et une efficacité à long terme (capacité d'innovation par coût d'

investissement). A l'intérieur de toute structure administrative il n'y a pas les critères pour faire un tel choix, de sorte qu'il faut du courage pour le prendre. Une théorie keynésienne qui marierait les spécificités macro-économiques d'économies sous-développées avec les paramètres de la micro-économie néoclassique n'existait pas. Elle n'est aujourd'hui qu'à ses débuts.<sup>3</sup> L'Algérie s'est donc tournée vers des conceptions qui se réfèrent à des versions différentes se réclamant du marxisme, notamment le concept des industries industrialisantes (Destanne de Bernis, 1971 ; Destanne de Bernis/Ghozali, 1969). Quasiment comme par magie, certaines industries créaient un tissu dense de liens interindustriels. A partir d'un tel tissu, les mécanismes de croissance dépendraient de moins en moins de l'extérieur et deviendraient endogènes.

Les discussions sur les raisons techniques des difficultés de transférer dans une économie en développement des coefficients de liens interindustriels observés ailleurs peuvent être considérées comme closes.<sup>4</sup> Ces liens théoriquement possibles étaient diminués par les stratégies réalistes des opérateurs économiques. Les grandes entreprises publiques algériennes tendaient à s'autointégrer, parce que les liens proposés ne se réalisaient pas (Boutaleb, 1981). En plus, les produits livrés par les entreprises étaient peu sûrs et surtout si chers qu'il paraissait préférable d'accepter les importations que les fournisseurs extérieurs des technologies proposaient à chacun de leur clients en difficulté avec les défis de faire démarrer la production. Les instruments de la planification étaient peu aptes à planifier l'efficacité et influencer sur la réalisation des objectifs de production. Le planificateur ne peut influencer que sur le montant des ressources à consacrer aux investissements.

La stratégie du développement autocentrée de la période de Boumediene est imprégnée de l'idée de défendre un taux de change élevé. Puisque le développement est pensé comme dépendant de l'accumulation physique de « valeur », et non pas comme épanouissement des capacités productives des travailleurs, il faut défendre les ressources financières procurées par la rente.

---

<sup>3</sup> Une telle théorie devrait élaborer une théorie de la marginalité comme condition pour des déséquilibres qui bloqueraient le capitalisme, cf. Elsenhans, 1997.

<sup>4</sup> Raj, 1975 : 109 ; Bruton, 1998 : 913 ; Laumas, 1975 ; Panchamukhi, 1975 : 126 ss.

La préférence pour la technologie la plus performante et un taux de change élevé est en dernière instance l'expression du refus d'être exploité par l'extérieur, donc l'expression d'un bon sentiment national. Aussi longtemps que l'on peut se le permettre, il faut vendre cher et acheter bon marché. Dévaluer sa propre monnaie mènerait au contraire à vendre bon marché et acheter cher. Aussi longtemps que la rente est importante, il n'y a pas de raison d'abaisser «°artificiellement°» le taux de change. La classe-Etat algérienne suivit ici le bon sens de « Monsieur Tout le Monde » et rejeta l'idée de se laisser exploiter afin de pouvoir se transformer sur le plan socioculturel par l'emploi.

Ce n'est donc pas l'intervention de l'État dans l'orientation de l'investissement qui fit échouer le modèle autocentré, mais la conception précise de cette intervention, conception qui était fortement influencée par l'opposition sentimentale d'une gauche marxisante francophone au capitalisme. La dénonciation du marché sert beaucoup plus le maintien de l'identité de cette gauche que le développement d'une praxis valable pour les pays sous-développés. Dans une certaine mesure le monde du sous-développement est exploité par cette gauche afin de satisfaire ses intérêts identitaires particuliers au détriment des pays du Sud.

Parce que les blocages du modèle autocentré n'étaient pas bien cernés dans ces approches, le réveil sera brutal. Il ne pouvait conduire qu'à de nouveaux schémas importés.

### **3 - Une libéralisation peu créative**

La libéralisation de l'économie a été imposée à l'Algérie par la chute de la rente des hydrocarbures au milieu des années 1980. Dans les discussions entre les étatistes et les partisans de la libéralisation économique, il y a eu peu de positions intermédiaires. La problématique qui aurait pu pourtant sauter aux yeux, celle des formes concrètes de la complémentarité entre les deux modes de régulations était peu abordée. Bien des questions techniques, par exemple l'inefficacité de l'investissement réalisé, devenaient plutôt des enjeux politiques au lieu d'être un point de départ de réflexions pour arriver à une convergence des différentes tendances de pensée et à des solutions pratiques et nuancées.



J'ai vécu cette période plutôt de près. Après les discussions sur la charte et sa publication en allemand en 1979, l'ambassadeur d'Algérie à Bonn m'avait proposé de vérifier ma théorie sur le développement autocentré fondé sur les mécanismes marchands et l'élargissement de la consommation des masses. L'élaboration du projet demandait du temps et était lancée en Algérie à partir d'octobre 1983.<sup>5</sup> Au début, j'ai éprouvé de la part de mes collègues algériens un intérêt nourri de curiosité, mais aussi de scepticisme qui paraissait indiqué à l'égard d'un chercheur venant d'un pays impérialiste et qui, à leurs yeux, avait des notions un peu périmées sur l'importance du marché. On me supposait de manquer de familiarité avec la théorie critique, notamment marxiste, ce qui ne manquait pas de susciter mon humour puisque je venais de terminer six années d'enseignement dans le haut lieu du communisme allemand à Marburg avec la confrontation pratiquement journalière de mon keynésianisme globalisant avec le marxisme plutôt orthodoxe très proche des positions défendues alors dans le monde académique en RDA. Le projet se traînait à cause de différents problèmes de sorte que les contacts de recherche continuaient d'être très suivis jusqu'après octobre 1988. A cette date, le monde académique en sciences économiques à Alger regorgeait de partisans de la théorie économique néolibérale. Il y avait beaucoup de jeunes avec des titres universitaires américains ou canadiens qui étaient fascinés par ce qu'ils avaient appris. Leur nouveau savoir, à leurs yeux, leur donnait droit à une place plus importante dans ce monde d'économistes marxisants qui campaient sur les positions qu'ils convoitaient. En perte de vitesse, beaucoup de marxisants découvraient en Algérie, comme ailleurs, l'isomorphie entre le marxisme et la théorie néoclassique, et cela par opposition à la théorie keynésienne. Si la révolution marxiste n'était plus possible sur le plan politique, en économie seule la gestion néolibérale faisait sens pour un économiste formé à la théorie (elle aussi prékeynésienne) de Marx.

Dans une orientation néoclassique mais sur fond antérieur marxisant, le centre d'intérêt devenait rapidement une théorie du comportement des gestionnaires, donc des élites qui géraient l'économie et les entreprises. Cette gestion devait être améliorée afin de rendre l'outil économique plus efficace par la vérité des prix, ce qui leur imposerait

---

<sup>5</sup> Le projet a été circulé et doit se trouver dans plusieurs bibliothèques d'Alger, El-senhans/Fuhr/Kleiner, 1983 .

l'utilisation rationnelle des moyens de production mis à leur disposition. Dans la théorie néoclassique et dans la théorie marxiste, la macroéconomie étant considérée comme le résultat d'une multitude de situations micro-économiques, la question du rapport entre la distribution des revenus et de l'efficacité consécutive de l'investissement étaient sans objet.

Dans le cas de l'Algérie, le nombre d'entreprises algériennes opérant sur le marché étroit algérien était limité dans la plupart des cas, notamment dans le domaine de pratiquement tous les biens durables non traditionnels, même les réchauds, les bidons, les gamelles, la vaisselle, les frigidaires, les pièces automobiles etc., mais non pas artisanaux, comme les meubles. En plus, là où il y avait de la compétition, les entreprises étaient souvent dépendantes de l'extérieur pour leur approvisionnement en demi-produits et en matières premières. Sans marché de masse intérieure en expansion et, vu le taux de change, sans exportation de produits manufacturés, il n'y avait pas de dynamisme de croissance, et certainement pas une incitation à avoir recours à des technologies localement produites, pour lesquels les capacités de production étaient encore très faibles.

Dans l'économie rentière le profit ne s'obtient pas seulement des revenus payés aux ouvriers dans la production de biens d'équipement et la demande pour des biens de consommation qui en résulte (Elsenhans 2011b : 11-18). Les dépenses à partir de la rente, ou bien par l'État ou bien par des particuliers subventionnés à partir de la rente, de même que des subventions gouvernementales aux entreprises à partir de la rente, permettent de maintenir le profit des entreprises.

Le profit devient alors spontanément solidaire de la rente. La vision de la révolution bourgeoise de la lutte du propriétaire innovateur industriel ou agricole contre un féodal rentier normalement grand propriétaire terrien ne se reproduit plus ni dans le domaine économique ni dans le domaine politique. Puisque l'entrepreneur privé ne doit pas alimenter le secteur rentier par des taxes, la lutte habituelle entre les propriétaires privés d'entreprise et la fiscalité est très atténuée. Il n'y a donc aucune raison pour ces capitalistes de ne pas se féliciter de l'existence de la rente. Sur le plan politique l'entrepreneur non rentier s'engage encore moins dans une révolution du type de l'Europe bourgeoise contre les rentiers, rentiers qui lui procurent des marchés et

souvent aussi de « petits avantages ». La libéralisation en Algérie a été donc toujours limitée. Un des chocolatiers que nous avons enquêté nous confiait qu'il regrettait beaucoup l'arrestation des fonctionnaires de la douane qui s'occupaient de ses dossiers et dont il avait souffert jusqu'à maintenant à cause de leur corruptibilité, car le nouveau personnel était difficile à jauger.

La rente pointe un peu partout. L'ouverture de l'économie algérienne à la compétition ne pouvait pas faire disparaître la rente, aussi longtemps que le prix des hydrocarbures algériens ne baissèrent de manière catastrophique.

Dans la perspective de l'argument central de la présente contribution, il aurait fallu permettre la hausse de la demande des masses afin de lancer à base de cette demande la construction des technologies susceptible de créer des capacités locales d'innovation, tout cela sous la protection d'un taux de change bas de la monnaie algérienne.

#### **4 - Les chances d'une redistribution et les blocages rentiers**

C'est ici que notre projet de recherche intervenait.<sup>6</sup> Le Ministère algérien de la planification me demandait de montrer si et dans quelle proportion la redistribution de revenus en Algérie pouvait dynamiser les petites entreprises afin d'augmenter l'emploi, et lancer des premiers établissements orientés dans la construction de machines, la fameuse branche ISMEE par le biais de la production d'équipements simples destinés à de petites entreprises et ateliers, dont nous enquêtions aussi les disponibilités d'équipements. Sur le plan de la structure de la demande, nos différentes modélisations ont confirmé nos hypothèses, avec des augmentations considérables dans l'alimentation, l'habillement, les ustensiles de cuisine, les industries diverses, mais aussi dans les transports et communications. Dans la simulation d'une redistribution plutôt forte, nous notions une diminution de la consommation de certains produits, tel les produits électroménagers et les véhicules particuliers. Ce sont exactement les biens où on aurait pu craindre des goulots d'étranglement en cas de hausse des revenus à cause de manque de capacités de production rapidement disponibles. Ceci implique que la redistribution renforçait d'abord la demande

---

<sup>6</sup> Il y a une description et analyse du côté du partenaire algérien, « Modèles d'industrialisation par la PMI », 1987.

pour certains produits assez simples et qu'à partir de la satisfaction de cette demande on pouvait penser aussi à fabriquer des produits plus compliqués, dont la présence était signalée par beaucoup de ménages que l'on enquêtait sur leurs stocks de biens durables.<sup>7</sup> On pouvait penser fabriquer, dans le cas de tels produits, des versions très simples, comme le font actuellement les Indiens et aussi les Chinois pour leurs voitures destinées à la consommation de masse.

En ce qui concerne les équipements, nous voyions lors de nos enquêtes – du fait de l'économie rentière, du taux de change surévalué et du rationnement de l'accès aux devises – que les entrepreneurs sacrifiaient beaucoup de ressources à l'accès préférentiel à des machines importées au ratio performance-coûts supérieur aux équipements algériens. Il y avait surstockage des biens d'équipement afin de parer à d'éventuelles tracasseries administratives. La libéralisation complète de l'importation de ces produits auraient pu créer des problèmes de balance des paiements aussi longtemps que les entrepreneurs ne devenaient pas compétitifs sur le marché international. En cas de taux de change réaliste, ce dilemme n'aurait pas existé. On n'aurait pas engagé des ressources afin d'avoir accès à une machine introduite en Algérie dans des conditions particulières favorables, telle une machine présentée à une foire et introduite sans douane pour cette occasion particulière, car cet équipement aurait pu être acheté à tout moment par voie normale.

La réservation administrative entraîna des coûts mais ne pas tellement l'investissement : Par rapport à une dévaluation, les barrières douanières découragent les agents économiques parce qu'elles leur signalent qu'ils dépendent seulement du bon vouloir du prince. Cette protection est donc d'une part toujours révocable, d'autre part toujours activement combattue par les clients possibles qui investissent même dans la contrebande.

Nos observations ont rendu crédible l'hypothèse de la flexibilité de la PME algérienne. La PME algérienne s'était développée depuis les années 60 malgré le degré élevé des réglementations étatiques et malgré l'absence de programmes de promotion. Involontairement, le secteur public avait créé une demande pour des produits par l'emploi

---

<sup>7</sup>Cf. les résultats : Elsenhans/Kleiner/Dreves 2000 : 210–215.

excédentaire qui ne fournissait pas la contrepartie pour ses revenus sous forme de biens à cause d'inefficacité des entreprises publiques. Celles-ci fonctionnaient comme un programme keynésien de dépenses étatiques. L'existence du secteur des petites et moyennes entreprises indique que l'argument que des principes keynésiens ne peuvent pas être appliqués en pays sous-développés sont trop pessimistes.

En défendant un taux de change « artificiel » et seulement possible à cause de la rente des hydrocarbures, la stratégie algérienne de la libéralisation économique a abandonné aussi une autre option. Certes, parmi les grandes entreprises du secteur public, il y en avait dont l'efficacité était douteuse. Mais on n'a même pas essayé de vérifier si ces mêmes entreprises pouvaient être viables ou capables de se restructurer dans le cas d'un autre taux de change. L'importance du taux de change est vérifiée en comparant l'ancienne Allemagne de l'Est, plus compétitive que l'industrie polonaise où l'industrie tchèque à la fin des années 80, avec la situation à la fin des années 1990. La désindustrialisation est-allemande a été beaucoup plus massive que la désindustrialisation en Pologne et en République tchèque qui n'avaient pas subi un taux de change surélevé.

Ainsi en Algérie, la possibilité de permettre aux industries créées de se reconverter à des demandes sur le marché a été rendue plus difficile à cause du taux de change élevé. Les classes moyennes salariées n'ont pas pu trouver des possibilités à devenir elles-mêmes des entrepreneurs, même si peu d'entre-elles en auraient profité. L'économie du trabendo de même que les classes moyennes consommatrices de Rachid Ouaiassa (2013) ne sont pas des issues inévitables de la libéralisation mais le résultat d'options politiques qui croyaient devoir préférer la richesse apparente au développement réel.

L'expérience algérienne démontre que deux stratégies opposées ont échoué finalement pour la même raison par manque d'exploitation non dogmatique de l'environnement économique extérieur et des mécanismes du marché. La charge auto infligée d'un taux de change trop élevé a bloqué l'épanouissement des propres forces productives.

Plus de trois décennies plus tard, la prudence et le réalisme imposent d'admettre l'existence de la rente avec les arrangements multi-formes qu'elle a connus et les habitudes douteuses qu'elle a provoquées, habitudes peut-être pas systématiques mais qui sont suffisam-

ment répandues. Les journées d'étude de janvier 2009<sup>8</sup> ont démontré lors des débats – et lors des suites qui leur ont été données – que les intérêts rentiers en Algérie sont fortes. Néanmoins le comportement des forces politiques algériennes pendant le printemps arabe et les élections qui ont suivi me paraissent montrer à la fois une désaffection du grand public par rapport aux institutions politiques telles quelles se manifestent actuellement et un très grand degré de bon sens et de maturité politique, donc des conditions favorables pour entamer une évolution courageuse.

Parmi les deux mécanismes pour domestiquer la rente, celui du renforcement des travailleurs à base de leur emploi productif, et celui du renforcement de la transparence administrative, c'est bien probablement le pouvoir de négociation des travailleurs qui créera aujourd'hui la légitimité politique. La situation politique n'étant pas favorable à une perestroïka, il faut donc augmenter l'emploi, et cela surtout pour des raisons politiques.

Pour lancer des entreprises qui dépendent de leur compétitivité sur des marchés et qui subissent le contrôle de ceux-ci, il y a deux possibilités : le marché extérieur et le marché intérieur. Le marché intérieur étant limité tant que l'on n'a pas les moyens d'y canaliser la rente vers la masse des consommateurs, il n'y a donc que le marché extérieur.

## **5 - S'insérer dans l'économie mondiale afin de maîtriser la rente**

Afin de redonner la parole au peuple, il faut s'orienter vers l'exportation des produits manufacturés, seule source de création rapide d'emplois. C'est la seule voie qui puisse donner une base en politique économique aux « révolutions du printemps arabe ». Ceci permettrait de faire transiter ces « révolutions » de l'état de contestation et de protestation à un état où les masses populaires peuvent élaborer un projet de société à partir de leur pouvoir de négociation à long terme (Elsenhans, 2011a).

Aussi longtemps que les managements et les collectifs ouvriers ne dépendent pas de la rentabilité sur un marché, ils seront tentés de ré-

---

<sup>8</sup> Assemblée Populaire Nationale : Journées d'études organisées en collaboration avec le Ministère de industrie et de la promotion des investissements sur le thème « Le rôle de l'Etat dans les économies nationales », Alger, Résidence Djenane El Mithaq, 17-18 janvier 2009.

soudre leurs difficultés – qui inévitablement apparaissent – par le recours aux sources de la rente, donc l'Etat.

Aucun consommateur extérieur n'achètera un produit algérien si celui-ci est plus cher qu'un produit comparable proposé par un autre producteur. Le seul élément stratégique du prix de revient sous contrôle de l'Algérie, c'est le coût de la main d'œuvre en monnaie internationale.

La main-d'œuvre algérienne est payée en dinars algériens. Les recettes à l'exportation sont gagnées en euros ou en dollars ou en yens. La relation entre les coûts de la main-d'œuvre et les recettes possibles sur le marché international dépend du taux de change du dinar algérien. Le montant gagné par les nouvelles exportations algériennes en produits manufacturés n'a d'abord pas d'importance pour la capacité de l'Algérie à payer des importations, qui sont payées par les recettes des hydrocarbures. Celles-ci sont payées en dollars et donc ne sont pas affectées par la dévaluation. Des exportations nouvelles à partir du secteur manufacturier ne font qu'augmenter ces recettes, même si initialement de très peu.

Il n'y a pas de pays ayant réussi son rattrapage industriel (Allemagne à partir de 1945, Japon déjà à partir de 1918, Chine, Corée, Taiwan), qui n'ait pas basé sa percée dans les exportations sur une monnaie sous-évaluée, un taux de change au-dessous de la parité du pouvoir d'achat.

Bien sûr, des opérateurs et les consommateurs nationaux subiront des prix plus élevés pour les produits importés. Avec la dévaluation, ils perdent l'accès déguisé à la rente parce qu'ils paient maintenant avec les revenus qu'ils tirent de leurs véritables activités, donc des activités non pétrolières. Mais la rente restant dans les mains de l'Algérie, même après dévaluation, peut être utilisée d'une manière beaucoup plus transparente pour faciliter les transitions et pour encourager l'emploi et la diversification économique. Mieux vaut subventionner directement les classes moyennes que de leur donner, par un taux de change irréaliste, un accès non-transparent aux produits importés.

Rien, et absolument rien, ne dit que ce bas prix international du travail équivaut à un bas salaire réel. En effet, dans les pays où elles

veulent investir, les compagnies multinationales ne savent assez souvent même pas ce que de bas coûts internationaux du travail représentent comme salaire réel (Kenney/Florida, 1994 : 31). Le salaire réel dépend du panier de marchandises accessible localement avec le salaire payé en monnaie locale ; il ne dépend pas du pouvoir d'achat de ce salaire transformé en devises internationales sur le marché international des biens de subsistance aussi longtemps et dans la mesure où la consommation de masses est satisfaite par la production locale.

Dans les pays ayant réussi leur transformation économique par l'exportation des produits manufacturés, lors de leur décollage le pouvoir d'achat des salaires de masse en monnaie nationale avait été toujours quatre à dix fois plus élevé que ce pouvoir d'achat après conversion en monnaie internationale. Un travailleur chinois a acheté dans les années 1990 à Beijing 10 fois autant qu'avec son salaire après conversion en dollar au Canada (Chen/Gordon/Zhiming, 1994).

Le salaire réel mesuré en panier national de produits de subsistance et le coût international du travail peuvent diverger à une seule condition : que le salaire nominal en monnaie nationale puisse acheter des marchandises à des coûts inférieurs aux prix pratiqués sur le marché mondial. Une baisse de salaires locaux en termes de dollar se répercutera sur le salaire réel dans la mesure où les masses salariées dépendent de produits importés. Dans la mesure où l'on réussit à satisfaire la demande des masses à partir de la production locale, la dévaluation n'a même pas d'incidence sur le salaire réel.

## **6 - Synergies des modèles « autocentré » et « extraverti »**

La stratégie de l'insertion dans le marché mondial a comme condition le lancement des industries locales destinées à la consommation locale, parce que la dévaluation dépend de la capacité de produire localement pour ses propres besoins de masse. Les conditions pour la réussite de la stratégie autocentrée et pour l'insertion dans la division internationale du travail sont donc très similaires : il faut savoir produire des produits de base pour les masses populaires. De même les buts intermédiaires des deux stratégies sont assez similaires. Il s'agit de permettre l'expansion des revenus des masses, d'abord par la hausse de l'emploi, ensuite, avec la rareté de travailleurs qui se manifesterà en cours de réussite de la stratégie, par la hausse des salaires réels. Une telle transmission est facilitée par une politique industrielle



qui favorise l'expansion des capacités de production dans les branches qui sont identifiées comme appelées à croître en cas d'expansion des revenus de masse. Les résultats que nous avons alors obtenus avec des moyens de bord limités avaient déjà montré que l'on peut déceler des grandes perspectives mêmes quantifiées. On pourrait affiner la recherche avec peu de données supplémentaires, en jouant sur l'identification des qualités des produits et en repérant à la fois les quantités et les prix unitaires.

Plus on est capable de satisfaire des besoins de base à partir de la production locale de biens initialement simples, plus on peut dévaluer et augmenter l'emploi par l'exportation.

Pour les entrepreneurs, se faire tirer par l'exportation apparaît beaucoup plus sûr que la promesse d'emplois supplémentaires par la restructuration de la demande interne par le gouvernement. Celle-ci apparaît moins automatique que l'augmentation des exportations à base d'un taux de change crédible.

Certes, la dévaluation au-dessous de la parité d'achat peut être considérée comme un échange inégal, une sorte d'exploitation. Si pourtant, comme le soutient la théorie de la croissance endogène, la croissance ne dépend pas de la hausse de la valeurs des biens d'équipement, mais de l'amélioration de la matière grise, cette exploitation n'a plus de dimension économique, mais seulement une dimension morale.

Ceux qui ont eu le courage de dévaluer ont tous été initialement réticents. Ils y ont été contraints par manque de ressources financières. En dévaluant, ils ont importé aussi la formation de classes ouvrières combattives. Une décennie après le plein emploi la classe ouvrière coréenne a imposé sa voix au chapitre. C'est la croissance économique et donc de l'emploi qui sont à l'origine de la combativité nouvelle des ouvriers et des paysans en Chine et même des femmes au Bangladesh, pays pourtant musulman (*Le Monde*, 17 septembre 2010, p. 16).

La rente donne la parole aux initiés qui se croient souvent être une classe moyenne dynamique. C'est par la hausse de l'emploi que l'on rend la parole au peuple. L'exportation n'est donc pas une fin en soi,

mais un instrument pour surmonter les blocages internes de la société algérienne et de son économie.

A ceux qui craignent pour l'emploi en cas d'ouverture de l'économie, il faut répondre qu'il n'y a pas de meilleure protection de la production nationale qu'un taux de change réaliste.

Une demande de masse interne crée la demande pour des équipements. Plus la production est homogène, plus est homogène la demande de biens d'équipement qui facilite la création d'une production locale de biens d'équipement certes initialement simples et par là une propre base technologique. Dans la mesure où l'on exporte des biens manufacturés, on augmente l'emploi local et donc la demande intérieure de masse. Dans la mesure où l'on exporte en grande quantité on peut procéder à la production locale d'équipement destinée aux filières exportatrices. La Corée du Sud s'est créée sa base de production de biens d'équipement en bloquant l'importation des machines textiles pour ses industries d'habillement hautement compétitives à l'échelle mondiale (Haggard, 1983 : 83 ). On a donc renchéri les exportations par des coûts plus élevés (sur le plan intérieur au moins) de l'équipement, comme si l'on avait taxé les exportations et affecté le produit de cette taxe à un programme de développement de la production locale de machines textiles. Les pays exportateurs de produits manufacturés assez généralement relèvent le taux d'intégration des sociétés étrangères, et les forcent au recours à l'approvisionnement à partir de sources locales en demi-produits et biens d'équipement. Ceci permet de les associer à la diversification de l'économie nationale. Il n'y a pas d'opposition entre la planification intelligente de la politique industrielle et le marché.

Avec le lancement de la demande extérieure et intérieure, beaucoup d'entreprises privées émergeront et feront ce qu'on peut attendre d'une entreprise : investir et embaucher pour mieux produire. Ces entreprises seront certainement orientées vers le profit. Pourquoi consacrer le travail de fonctionnaires à la régulation de ce qui se fait mieux par le marché. Là, où le marché fonctionne pourtant mal, on peut avoir recours à la planification et y concentrer la ressource rare qu'est le travail administratif qualifié.

Ceci révèle un principe simple : la planification intervient à base d'une analyse pratique de la défaillance du marché et est exécutée par

une procédure aussi souple que possible. La capacité du pouvoir politique de définir les orientations à long terme, c'est-à-dire de modeler les données des marchés en fonction de choix stratégiques, ne se trouvent pas compromise.

Une telle stratégie n'exclut pas la coopération avec les acteurs étrangers comme l'a démontré la Chine, Eldorado des investisseurs internationaux. Mais pour en tirer le meilleur, il faut être compétent en face d'un monde d'entreprises multinationales, qui est toujours à la recherche du monopole du savoir. Plus on développe ses propres compétences technologiques, plus on est armé pour cette situation. Le pragmatisme y doit être de rigueur.

## **9 - Perspectives et conclusions**

Il y a un problème agricole dans cette stratégie, comme dans la stratégie autocentrée. Cinquante pour cent de la consommation supplémentaire des ménages qui reçoivent de nouveaux revenus à cause de leur emploi dans un secteur de production manufacturière destinée à l'exportation sont des produits alimentaires. Le reste est constitué de produits d'origine locale comme le logement, les textiles, des articles ménagers, les meubles, et un dernier segment de produits modernes, dont les téléviseurs et les réfrigérateurs sont les plus importants. Autant de produits que le Tiers Monde fabrique depuis longtemps dans un grand nombre de régions. Les autres cinquante pour cent de la consommation populaire supplémentaire impliquent donc aussi une haute partie de produits agricoles

Les pays asiatiques ont eu la chance de la révolution verte, notamment dans la riziculture. Au début de leur stratégie de rattrapage, ces pays avaient tous atteint l'autosuffisance alimentaire. L'Algérie probablement ne pourra pas y aspirer. Il faut donc parer à ce manque jusqu'à ce que la hausse de la productivité dans l'industrie manufacturière d'exportation permette de payer les importations alimentaires supplémentaires pour des ménages moyens et pauvres aux revenus de masse en expansion. On y affecte déjà des éléments importantes de la rente pétrolière.

Dans la perspective d'un véritable partenariat euro-maghrébin j'ai proposé une coopération à long terme :<sup>9</sup> L'Europe produit des excédents alimentaires. Quand la rive Sud de la Méditerranée se développera, l'Europe maintiendra son avantage comparatif dans la production alimentaire dans l'ensemble euro-méditerranéen à émerger à des prix préférentiels. Pourquoi ne pas céder aujourd'hui les excédents alimentaires européens incontournables parce que imposés par les intérêts agricoles. Ces excédents sont déjà financé par la politique agricole commune de l'Union européenne et pourraient donc être cédés aux économies maghrébines sans aucun autre coût supplémentaire jusqu'à ce que ces économies maghrébines aient atteint la productivité manufacturière requise pour les payer. L'Europe y gagnerait : elle aura un partenaire au Sud comparable à celui dont disposent les Etats Unis et le Japon sur la côte orientale de la Chine. Un partenaire régional en expansion rehaussera la compétitivité européenne dans les technologies de pointe par rapport aux Japon et aux Etats Unis sans que cela bloque nécessairement l'accession des pays du Sud de la Méditerranée aux technologies de pointe. A cause de la dévaluation, ces importations agricoles ne risquent pas de décourager la production agricole locale.

On l'argue que miser sur l'exportation des produits manufacturés n'est plus possible parce que le marché mondial est déjà accaparé par les grands groupes internationaux. Je ne nie pas le caractère de plus en plus oligopoliste de l'économie mondiale, mais dans cette compétition oligopoliste, des entreprises transnationales, notamment celles originaires du Tiers Monde, ont bien démontré que la capacité de se prévaloir de niveaux de coûts internationaux faibles (et non pas : des salaires réels bas) permet de concurrencer les entreprises établies et de se poser en nouveaux champions. Avec des prix suffisamment bas, on peut donc entrer dans de nouvelles combinaisons et même instaurer de nouveaux réseaux.

Les rivalités qui s'esquissent entre la Chine, l'Inde, le Brésil, d'une part, et les régions à vieille industrialisation de l'Amérique du Nord, de l'Europe, et de l'Asie d'autre part laissent présager de nouvelles possibilités d'ouverture.

---

<sup>9</sup> Ma proposition date : Elsenhans, 1996a : 289, 1999 : 233.

Il y aura des obstacles politiques. Une telle stratégie implique la disparition de beaucoup de privilèges, privilèges de ceux qui se sont nourris de rentes de situation. Ils en ont profité sur les plans des revenus et du pouvoir décisionnel. Certes, un gradualisme négocié sur le plan politique peut leur faciliter l'adaptation jusqu'à un niveau de développement des forces productives où la hausse générale des revenus rend moins contraignantes ces pertes. Quand la dévaluation est décidée et implémentée, les ficelles avec lesquelles les rentiers ont maintenu leur pouvoir disparaîtront rapidement, parce que les rentiers perdront des ressources tandis que de nouvelles couches en gagnent. Imaginez-vous un demi-million d'employés dans les industries d'exportation qui dépendent d'un taux de change bas et une campagne de rentiers, qui défendraient une parité plus élevée de la monnaie nationale au nom de la préservation de la dignité ou de la richesse nationale contre l'exploitation étrangère. L'issue d'un tel conflit est facile à prédire. S'engager dans cette voie revient alors aussi à renforcer la crédibilité de la stratégie.

Etablir un cercle vertueux entre la production de masse pour l'extérieur (par la compétitivité sur le marché mondial) et intérieur (par une politique d'égalité sociale qui abolit les rentes de situation) nécessite une rupture avec les concepts d'antan. L'investissement finalement dépend de la capacité de construire des machines et non pas d'une richesse monétaire quelconque. Il faut être prêt à accepter l'exploitation contre moins de valeur disponible pour soi-même parce que l'on est marginalisé. Qu'un autre pays profite de mon taux de change bas ne doit pas me gêner, parce que ce qui compte, ce sont les ouvertures que j'obtiens pour moi-même.

On commence la production de machines par des types d'abord simples, mais non pas nécessairement démodés : la Chine a commencé par la voiture simple mais non pas avec des voitures à cheval. De même le Nano de l'Inde va devenir un succès mondial. Devoir commencer l'exportation par des produits manufacturés peu sophistiqués n'exclut donc pas le « upgrading » technologique qui peut être le résultat de la production de biens d'équipement destinée à ce type de filières. Les dangers d'une industrialisation au rabais sont évités non pas en se lançant dans des filières de type artistique où l'on utilise certaines découvertes de la science moderne, mais par la création d'un tissu industriel basé sur la production en grande quantité à l'aide de

machines. Aucun pays du tiers-monde n'a pu profiter de la construction de centrales nucléaires pour lancer son industrialisation.

Le reproche qu'il faut respecter le taux de profit est aussi pertinent que l'argument qu'il faut avoir des panneaux indicateurs pour régler la circulation routière. Oui, on introduit le mécanisme impersonnel du marché, mais de cette façon la grande masse de la population aura plus de travail et surtout ne sera plus soumise à l'exploitation par cette autre forme d'exploitation qui est l'inefficacité de l'élite dirigeante. Ceux qui sont écartés du bien être à la base de la société ne se sentent pas mieux s'ils sont exploités même pour rien!

Oui, il y aura des dépendances mais est-il préférable de vivre comme un saint sur un piton ou de s'engager dans une relation de dépendance afin d'accéder à l'apprentissage avec lequel on pourra se libérer de la dépendance? L'autre alternative serait la marginalisation. Mieux vaut être exploité par l'étranger et acquérir des qualifications nouvelles que d'être marginalisé et désœuvré.

D'aucuns condamneront l'abandon de l'option socialiste, mais le socialisme consiste dans la capacité de maîtriser des processus sociaux par le dialogue et la démocratie pour réduire des conflits rendue possibles par des processus de production performants. Il ne s'identifie pas avec la gestion bureaucratique. Si les mécanismes du marché produisent des résultats satisfaisants à des niveaux élevés de compétition, ils sont préférables à des mécanismes de gestion plus compliqués. Quand nous sortons en voiture, nous ne mettons pas derrière chaque roue un membre de la famille pour veiller à ce qu'elle marche bien et dans la bonne direction. Nous nous fions à des mécanismes indirects dont nous avons éprouvé l'aptitude. Ce n'est que lorsqu'une roue dérape que nous intervenons directement. Le socialisme c'est exactement la capacité de la société de se servir d'instruments qui ont été acquis dans l'histoire mais en décidant sur le choix des moyens en fonction des buts de la société. Il faut toujours avoir en tête que même dans la pensée de Marx les acquis antérieurs ne sont pas rejetés mais intégrés dans une nouvelle synthèse.

Il serait fantastique si les secousses appelées « printemps arabes » – avec une montée des jeunes d'orientations tout à fait diverses et l'entrée renforcée des mouvements culturalo-identitaires dans l'arène politique – pouvaient être utilisées pour démontrer que l'adoption

d'un tel mélange de moyens n'est pas seulement possible mais fructueux. Cela permettrait de limiter les oppositions stériles qui ne peuvent que mener à des déceptions ultérieures et à de nouvelles crises dans la société. On peut espérer que le désarroi généralisé dans le monde arabe sur les stratégies à appliquer dans le domaine économique pourrait être pour un départ nouveau puisque personne ne peut plus prétendre que les idées d'antan aient vraiment.

Dans cette perspective, les attitudes de défense sectorielles qui me paraissent caractériser l'Algérie depuis des années pourraient être surmontées par la perspective du développement. Celui-ci n'apparaîtra plus comme barré. Peut-être même la déception si répandue dans le pays pourrait faire place à une lueur d'espoir raisonné. Je crains que les comportements rentiers soient des obstacles à surmonter. Les comportements rentiers sont profondément ancrés dans la société.

La stratégie que je propose est volontairement éclectique, hétérogène, mélangeant des éléments divers dans des approches plurielles. C'est précisément grâce à de cela qu'elle a des chances de réussir, parce que pragmatique.

Créer des conditions de l'augmentation de l'emploi, c'est la politique de miser sur l'économie du travail contre la domination par la régulation financière. Vouloir défendre la rente et la richesse, c'est miser sur l'économie financière et sa domination sur le monde du travail. Personne ne refuserait d'utiliser la rente. Mais il faut l'encadrer afin qu'elle ne décourage pas l'économie réelle.

Dans cette perspective de prédominance de l'économie réelle on peut espérer de faire converger les idéaux socialistes de la Révolution algérienne avec des idéaux de l'économie morale des tendances culturalo-identitaires qui appartiennent aussi à la révolution algérienne.

### Références Bibliographiques

- Barran J P, Nahum B, (1984).** « Uruguayan Rural History ». In *Hispanic American Historical Review*, 64, 4 (novembre), pp. 655–673.
- Boutaleb G, (1981).** « Les dangers de l'extraversion ». In *Révolution africaine* (mars), pp. 23–45.
- Bruton H J, (1998).** « A Reconsideration of Import Substitution ». In *Journal of Economic Literature*, 36, 2 (1998), pp. 903–936.
- Chen H, Gordon M J & Zhiming, (1994).** « The Real Income and Consumption of an Urban Chinese Family ». In *Journal of Development Studies*, 31, 1 (octobre), pp. 201–213.
- Destanne de Bernis G, (1971).** « Les industries industrialisantes et les options algériennes ». In *Tiers Monde*, 12, 47 (juillet-septembre), pp. 545–563.
- Destanne de Bernis G & Ghazali S A, (1969).** « Les hydrocarbures et l'industrialisation de l'Algérie ». In *Revue algérienne des sciences juridiques, économiques et politiques*, 6, 1 (mars), pp. 256–294.
- Elsenhans H, (1979).** « Vorwort (Préface) ». In *Nationale Befreiungsfront: Algeriens Charta 1976* (i. d. Übersetzung von Ali Oubouzar, mit einer Einleitung von Hartmut Elsenhans). Campus Francfort sur le Main, New York, pp. 13–20.
- Elsenhans H, (1984).** « Le développement autocentré contradictoire ». In *Cahiers du CREAD*, 3 (juillet-septembre), pp. 4–47.
- Elsenhans H, (1987).** « Dependencia, Underdevelopment and the Third World State ». In *Law and State*, 36, pp. 65–94.
- Elsenhans H, (1996a).** « Option export-led et structures rentières dans les pays du sud de la méditerranée ». In *Annuaire de l'Afrique du Nord*, 35, pp. 275–292.
- Elsenhans H, (1996b).** « *State, Class and Development* ». Radiant, New Delhi, Londres, Columbia, Mo.; Sangam, South Asia Books.
- Elsenhans H, (1997).** « The Relevance of the Principles of Keynesian Economics for the Transition to Capitalism in Today's Underdeveloped World ». In Davidson P, Kregel J A (eds.), *Improving the Global Economy. Keynesianism and the Growth in Output and Employment*. Edward Elgar, Cheltenham, pp. 283–303.



**Elsenhans H, (1999).** « Globalisation and the European Integration Process ». In *International Studies*, 36, 3, pp. 217–235.

**Elsenhans H, (2000).** « *La guerre d'Algérie 1954–1962. La transition d'une France à une autre. Le passage de la IV à la Ve République* ». Publisud, Paris.

**Elsenhans H, (2011a).** « Révolution démocratique, révolution bourgeoise, révolution arabe: L'économie politique d'un possible succès ». In *NAQD – Revue d'Études et de Critique Sociale*, 29 (automne / hiver), pp. 55–60.

**Elsenhans H, (2011b).** « World System Theory and Keynesian Macroeconomics: Towards an Alternative Explanation of the Rise and Fall of the Capitalist World System ». In *les cahiers du cread*, N°97, pp. 5–61.

**Elsenhans H, Fuhr H & Kleiner E, (1983).** « *Vaincre le sous-développement par la production de masse pour la consommation de masse. Recherches empiriques sur l'impact de changements de structures économiques et sociales sur l'emploi, les revenus en devises et la croissance à l'exemple de l'Algérie, de la Malaisie et du Vénézuéla* ». Multigraphe, Constance.

**Elsenhans H, Kleiner E & Dreves R J, (2000).** « *Développement, équité et extension du marché des masses. Une autre alternative. Le cas algérien. L'enjeu des PME industrielles* ». Publisud, Paris.

**Haggard S M, (1983).** « *Pathways from the Periphery: The Newly Industrializing Countries in the International System* ». Dissertation, Berkeley, Cal.

**Kenney M & Florida R, (1994).** « Japanese Maquiladoras: Production Organization and Global Commodity Chains ». In *World Development*, 22, 1 (janvier), pp. 27–44.

**Laumas P S, (1975).** « Key Sectors in Some Underdeveloped Countries ». In *Kyklos*, 28, 1, pp. 62–79.

**Ministère de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, (1980).** *Synthèse du bilan économique et social de la décennie 1967–1978*. Alger.

« **Modèle d'industrialisation par la PMI** », (1987). In République Algérienne Démocratique et Populaire (ed.), *Centre National d'Études*

et d'Analyses Pour la Planification. Programme d'Activites du Ce.N.E.A.P., 1985–186. Ce.N.E.A.P., Alger, pp. 27–44.

**Ouissa R, (2013).** « Blockierte Mittelschichten als Motor der Veränderungen in der arabischen Welt? (Couches moyennes bloquées comme moteur des changements dans le monde arabe ?) ». In Jünemann A, Zorob A (eds.), *Arabellions. Zur Vielfalt von Protest und Revoltem Nahen Osten und Nordafrika*. VS Verlag für Sozialwissenschaften, Wiesbaden.

**Panchamukhi V R, (1975).** « Linkages in Industrialization: A Study of Selected Developing Countries in Asia ». In *Journal of Development Planning*, 8, pp. 121–159.

**Raj K N, (1975).** « Linkages in Industrialization and Development Strategy. Some Basic Issues ». In *Journal of Development Planning*, 8, pp. 105–119.

**Rosenstein-Rodan P N, (1943).** « Problems of Industrialization of Eastern and South Eastern Europe ». In *Economic Journal*, 53, 210/211 (juin-septembre), pp. 202–211.

**Samuelson P A, (1948).** « International Trade and the Equalization of Factor Prices ». In *Economic Journal*, 58, 230 (juin), pp. 163–184.

**Sid Ahmed A, (1989).** « Économie de l'industrialisation à partir de ressources naturelles ». (I.B.R.). (1) *Faits, pratiques et théories*. Publisud, Paris.

**Sid Ahmed A, (1990).** « Development and Resource-Based Industry. The Case of the Petroleum Economies. A Brief Survey of Recent Studies ». OPEC Fund for International Development, Vienne.

**Vickery E, (1974).** « Exports and North American Economic Growth: < Structuralist > and < Staple > Models in Historical Perspective ». In *Canadian Journal of Economics*, 7, 1 (février), pp. 32–58.

**Watkins M H, (1963 ).** « A Staple Theory of Economic Growth ». In *Canadian Journal of Economics and Political Studies*, 29, 2 (mai), pp. 141–158.